

# L'arme aérienne et le fait nucléaire

par le général Pierre-Henri Mathe, commandant les FAS

Cet article reprend l'exposé du général Mathe, commandant les Forces aériennes stratégiques, développé lors d'une table ronde du colloque « La dissuasion nucléaire française en question(s) », organisé à l'initiative conjointe des cercles de réflexion *Démocraties et Club Participation et Progrès*. Ce colloque s'est tenu les vendredi 23 et samedi 24 septembre dernier, dans l'amphithéâtre « Charles Renard » de l'École nationale des sciences et techniques avancées (ENSTA) à Paris.

## Arme de choix et du choix au service de la paix

Les nations possédant des forces nucléaires ont toujours vu dans cette arme, la garantie fondamentale de leur autonomie stratégique et de leur liberté d'action. Cruciale durant la guerre froide, cette vérité s'est renforcée au cours des années quatre-vingt-dix avec l'émergence de pays dotés d'armes de destruction massive. Garantir le choix qui « *ne serait pas entre l'anéantissement complet d'un pays ou l'inaction* »<sup>(1)</sup> dans le cas d'une menace sur nos intérêts vitaux exercée par ces pays, telle est une des vocations premières des forces nucléaires. Comment l'arme aérienne peut-elle répondre, entre autres, à la volonté du Président, de ne pas être bloqué dans ce choix ? Cette problématique va servir de toile de fond à mon exposé.

## Arme crédible en dissuasion car un jour elle a été employée en coercition

Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que le seul emploi de l'arme nucléaire est intervenu dans une action de coercition. À la fin du

1. Extrait du discours prononcé par le président de la République devant les auditeurs de l'IHEDN le vendredi 8 juin 2001, École militaire, Paris.

premier semestre 1945, l'ultimatum de Potsdam<sup>(2)</sup> n'est pas compris par les Japonais comme une rupture par rapport à l'usage massif de forces aériennes conventionnelles ; les Américains échouent donc dans leur tentative à faire céder l'empereur japonais. La décision prise par le président Truman de larguer une bombe sur deux villes japonaises marque la volonté de clore définitivement la seconde guerre mondiale et de rétablir une stabilité internationale. Ces deux missions aériennes eurent raison de la détermination extrémiste du général Anami et surent atteindre directement l'échelon politique. C'est l'empereur lui-même qui prononça officiellement le 15 août la reddition annoncée la veille sur les ondes radiophoniques. L'action de coercition soutenue par l'emploi de l'arme nucléaire a réussi à éviter le combat sans merci des troupes terrestres dans une confrontation du type « force contre force », confrontation souhaitée ardemment par les Japonais. Si choc psychologique il y eut, les effets destructeurs de cette arme nucléaire furent, cela dit, du même ordre que ceux engendrés par les bombardements de Tokyo par exemple. Cette comparaison apparaît d'ailleurs clairement dans la doctrine de l'USAF<sup>(3)</sup>. En effet, conformément à la stratégie du général Le May, sept raids aériens américains, soit au total plus de 300 B-29,

2. Le 26 juillet 1945, les Alliés, qui étaient réunis à Potsdam, exigèrent de Tokyo une capitulation inconditionnelle, sous peine de « *destruction totale* ». Les Japonais refusèrent de se rendre.

## L'arme aérienne et le fait nucléaire

déversèrent 1 200 tonnes de bombes, réduisirent en cendres 90 km<sup>2</sup> de la surface de la capitale nipponne et firent plus de 120 000 morts. Toutefois, ces raids n'avaient pas suffi à faire céder les chefs militaires japonais<sup>(4)</sup>. Hiroshima symbolise une action unitaire : largage d'une arme unique par un seul avion (parmi les 2 500 exemplaires construits) conduit par un équipage ; cette forte singularité s'inscrit dans le nom même de ce B-29, *Enola Gay*, dont l'anagramme « *alone* » signifie « seul ». Cette disproportion fut très certainement la source de ce choc psychologique. En cela, apparaît et a été démontré le caractère coercitif ultime de l'arme aérienne qui peut donner au politique le moyen crédible de faire céder l'adversaire par la mise en action de frappes uniques. Ainsi, le nucléaire donne à la dimension stratégique de l'arme aérienne sa toute première importance<sup>(5)</sup>.

### Arme visible et démonstrative

Clairement visible, l'arme aérienne nucléaire eut et conserve le caractère très démonstratif de puissance voulue par les États-Unis. La volonté de préserver leur savoir-faire et d'interdire toute exportation des techniques relatives à l'arme poussa les autres pays à développer leur propre arsenal national. Mais développer un potentiel nucléaire ne suffit pas : il faut démontrer aussi sa compétence à maîtriser l'intégralité de la mise en œuvre du système, ce qui nécessite de développer une expérience certaine. Dans les années cinquante, les Britanniques, après avoir acquis l'arme, voulurent la valider aux yeux du monde.

3. « *Fire bombs can be used to destroy a wide area ; consider that the destruction caused by dropping such weapons on Japanese cities in World War II exceeded that caused by detonating the atomic bombs over Hiroshima and Nagasaki* », *Nuclear Operations*, AFDD 2-1.5, 15 juillet 1998.

4. Par exemple, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août 1945, 820 bombardiers B-29 larguent un total de 6 632 tonnes de bombes sur 5 villes japonaises : Hachioji, Nagaoka, Mito, Toyama et le centre pétrolier de Kawasaki. Ces bombardements font plus de 80 000 morts et la ville de Toyama est quasiment rasée.

5. « *The influence of atomic energy on airpower can be stated very simply. It has made airpower all-important* », General Hap Arnold, 1945.

Si le premier tir réel eut lieu dans le Sud australien le 11 octobre 1956 à partir d'un bombardier *Valiant* avec une bombe A<sup>(6)</sup>, la validation thermonucléaire fut obtenue en avril 1958 lors du tir d'une bombe H<sup>(7)</sup> par un bombardier *Vulcan*. La génération des bombardiers V était née outre-Manche. Pour notre part, les Forces aériennes stratégiques prirent la première alerte le 8 octobre 1964, alors que la première bombe française avait explosé en février 1960. Elles donnèrent à la France sa capacité de dissuasion nucléaire. Le général de Gaulle, soucieux de démontrer toute la dimension de la France à être une puissance à part entière, décida en septembre 1964 l'opération *Tamouré*, consistant en le largage d'une bombe AN 21 au Centre d'essais du Pacifique. Un *Mirage IV* et deux C-135 décollèrent de Mont-de-Marsan. Le 19 juillet 1966, le *Mirage IV*, mené par l'équipage Du Broca-Caubert, largua la bombe. L'opération fut une réussite. La triade *Mirage IV-AN 21-C-135* démontra dans son intégralité la validité du système dissuasif.

De même, aujourd'hui, certaines nations entrées plus récemment dans le « cercle » des puissances nucléaires, comme l'Inde, montrent par leur participation à des exercices internationaux leur capacité à projeter à plusieurs milliers de kilomètres leurs avions de combat. De la sorte, elles révèlent qu'elles ont acquis la dimension stratégique. Ainsi, la composante aéroportée (comme l'affirme la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées sur le projet de loi de finances 2005) : « *...mise en œuvre depuis le sol ou depuis le porte-avions, [elle] peut contribuer de manière plus visible à l'exercice de la dissuasion* ».

### Arme flexible et réversible

Contribuer de manière plus crédible à l'exercice de la dissuasion entre complètement dans la pensée exprimée par le chef d'état-major des armées, le général Henri Bentégeat : les moyens de la dissuasion doivent offrir au président de la République un éventail élargi de modes

6. *Blue Danube*.

7. *Green Granite Large Bomb*.

d'action. En effet, « *l'exercice de la stratégie de dissuasion* » se concrétise par la relation contiguë entre l'action du politique et l'état des forces nucléaires. De plus, dans un contexte de relations interétatiques tendues où notre pays connaîtrait un degré très élevé de risques pour ses intérêts vitaux, le pays pourrait subir à son encontre un scénario de chantage<sup>(8)</sup> ou de menace susceptible d'évoluer vers une coercition voire un asservissement. Les moyens nucléaires pourraient être rapidement mis en condition ; dans tous les types de scénario d'exercice de la dissuasion face à une menace majeure et/ou régionale, cela se traduirait pour la composante aéroportée par la possibilité d'une montée en puissance visible, flexible et réactive, qui peut d'ailleurs se segmenter en différentes étapes de mise en œuvre (déploiement des avions, armement, alerte au sol, alerte en vol). Ces étapes de mise en œuvre seraient un support concret et pragmatique au discours et à l'action dissuasive de l'autorité politique.

C'est ainsi qu'en 1962, lors de la crise de Cuba, tous les moyens du *Strategic Air Command* (SAC) furent déployés sur le sol américain et prirent l'alerte. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, dès le 20 octobre, le SAC fut placé au niveau *Defcon 2*, pénultième degré de la montée en puissance des forces. Tous les avions étaient armés et prenaient l'alerte à 15 minutes. Le 22 octobre, les B-52, de façon massive, tinrent l'alerte en vol avec une relève toutes les 24 heures.

Cet événement fut la preuve flagrante que l'arme aérienne, par sa réversibilité et par sa démonstrativité, accompagne l'action politique. Élément que mettent toujours en avant les Américains dans leur doctrine opérationnelle en rappelant par le terme « *recallable* » toute la souplesse qu'apporte l'arme aérienne à la gestion d'une escalade de crise<sup>(9)</sup>.

8. « *On ne sait jamais d'où peut venir la menace, ni d'où peut venir la pression ou le chantage.* » Propos du général de Gaulle, 9 mai 1962, rapporté par Alain Peyrefitte, dans son ouvrage *C'était de Gaulle*, 1994. « *Nos forces nucléaires sont [...] adaptées pour faire face à une diversité de scénarios de chantages et de menaces auxquels nous expose, d'une façon de plus en plus plausible, le développement d'armes de destruction massive dans le monde.* », discours du Premier ministre devant les auditeurs de l'IHEDN, École militaire, Paris, octobre 2003.

Au total, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, douze fois, le pouvoir américain mit les moyens du SAC en alerte, que ce soit lorsque le territoire américain était directement menacé ou lorsque la situation internationale l'exigeait, notamment lors du blocus de Berlin, de la guerre de Corée, des crises de Suez et en mer de Chine, ou durant la guerre du Kippour...

### Arme de souveraineté garantissant autonomie stratégique et liberté d'action conventionnelle

La crise du canal de Suez servit d'enseignement aussi pour la France. En effet, si l'opération militaire fut un succès sur le terrain, s'ensuivit un échec politique d'importance par l'injonction faite à la France de se retirer du Canal. L'ultimatum du maréchal Boulganine et ses conséquences firent prendre rapidement conscience aux autorités politiques de l'époque qu'un pays, pour se faire respecter sur le plan international et pour éviter tout contournement de son action militaire, doit impérativement posséder l'arme stratégique, l'arme nucléaire. Guy Mollet, président du Conseil, affirma lui-même que s'il avait eu la bombe, jamais il ne se serait retiré du Canal. En novembre 1956, soit deux semaines après la fin de la crise de Suez, c'est l'accélération du programme de développement par le Commissariat à l'énergie atomique de la bombe nucléaire française, qui sera d'abord l'arme aéroportée AN11, mais c'est aussi la fabrication (en un temps record) du bombardier stratégique *Mirage IV*. Le choix de l'arme aérienne comme vecteur de la bombe avait été motivé par la rapidité de mise en place de cette force et par la relative faiblesse de son coût<sup>(10)</sup>.

Devenu priorité politique absolue, à la naissance de la Ve République, le programme se concrétisa par la présentation en vol du *Mirage IV* en juin 1959 au salon du Bourget et par l'explosion, le 22 février 1960, de la première bombe nucléaire française<sup>(11)</sup>, saluée par cette célèbre phrase de Michel Debré : « *La France a retrouvé sa voix.* » La crédibilité de la dissuasion passe aussi par le développement d'une technique

9. « *Bombers provide a flexible and recallable nuclear capability, which is essential in escalation management.* », *Doctrine for joint nuclear operations*, JP 3-12, final coordination, 15 mars 2005.

## L'arme aérienne et le fait nucléaire

propre à la nation. La mise sur pied d'une force nucléaire nationale par les Britanniques et par les Français fut fort critiquée par les Américains : monsieur Robert McNamara, lors du sommet de l'OTAN en juillet 1962 à Athènes, estima que des forces nucléaires indépendantes étaient dangereuses. C'est pourquoi, fin 1962, furent proposés les accords de Nassau, accords qui eussent lié Français et Britanniques aux Américains par renoncement au développement d'une technique nationale pour profiter du vecteur américain : le *Polaris*, remplacé par le *Trident* depuis. Les Britanniques acceptèrent, pas les Français. De Gaulle expliqua ainsi sa décision : « *Les Anglais ont vendu leur droit d'aînesse pour un plat de Polaris. [...] Ce qui est sûr, c'est que la force nucléaire des Anglais ne pourra plus être un élément de leur politique nationale. Ils perdront toute liberté d'action.* » Aujourd'hui, les réflexions sur le renouvellement de la force de dissuasion britannique ont commencé. David Cracknell, responsable du service politique du *Sunday Times*, affirme dans son article du 17 juillet 2005 que certains, tel Geoffrey Hoon<sup>(12)</sup>, ancien secrétaire à la Défense de monsieur Blair, sembleraient plus ouverts à l'étude d'un système implanté à terre ou à bord d'avions. Il reconnaît par ailleurs la dépendance croissante de la force nucléaire balistique sous-marine britannique vis-à-vis des Américains<sup>(13)</sup>. À la fin des années quatre-vingt, le lancement du programme français ASLP (air-sol longue portée), proposé aux Britanniques, offrait l'occasion de développer un armement aéroporté permettant au Royaume-Uni de maintenir une certaine indépendance vis-à-vis des Américains. Programme né trop tôt ? L'ajournement britannique en 1990 et son abandon définitif en 1993 ont

10. Général Delachenal, témoignage oral, n° 502 SHAA.

11. *Gerboise bleue*.

12. « *A small group of ministers including Geoff Hoon, the Secretary of State for Defence, is understood to be involved. Mr Hoon recently began studying papers on the options for a replacement. Defence experts said the replacement for Trident would still be based on submarines, which are less vulnerable to counter measures. New submarines could be built in British yards, saving thousands of jobs. Britain could buy the missiles "off the shelf" from the US. The front-runner is a new generation of cruise missiles, based on the RAF's air-launched weapon, Storm Shadow, with its range increased.* », Colin Brown, Deputy Political Editor, 2 mai 2005. (Source : <http://news.independent.co.uk/politics/story.jsp>)

sonné, pour deux décennies, le glas d'une composante nucléaire aéroportée de nature européenne. Depuis, la reconnaissance des liens forts qui unissent les intérêts vitaux des deux pays<sup>(14)</sup> donne la dimension de crédibilité politique (qui a peut-être manqué pour l'ASLP) à une potentielle coopération technique future.

### Arme de double potentialité

« [La] complémentarité est d'un intérêt essentiel pour la crédibilité de la dissuasion [...], chaque composante ayant ses qualités intrinsèques, parmi lesquelles on peut citer, par exemple, l'invulnérabilité pour la composante océanique et la précision pour la composante aéroportée. »<sup>(15)</sup> Au-delà du critère de précision incontesté, c'est un élément de sanctuarisation, après l'arrêt de la composante balistique sol-sol pour la France. L'arme aérienne possède l'avantage, comme l'expliquent très bien les Américains dans leur doctrine, de pouvoir être mise en œuvre de façon identifiable à partir du territoire face à tout type de menace. La signature de l'action est ainsi sans confusion possible.

Par la dimension stratégique que lui confère le ravitailleur, l'arme aérienne peut très bien atteindre un endroit du globe, en transitant par les espaces internationaux, et pénétrer profondément les défenses adverses tout en préservant l'équipage<sup>(16)</sup> par le tir d'un missile à distance de sécurité. Pour une action limitée, cette double potentialité de l'arme aérienne permet

13. « *Depuis que la Grande-Bretagne a acheté le système Polaris en 1962, le pays a été de plus en plus dépendant des États-Unis.* »

14. « *Les intérêts vitaux de l'un ne peuvent être menacés sans que les intérêts de l'autre ne soient en danger.* » Déclaration commune de John Major et Jacques Chirac, sommet de Chequers, 1995. [...] « *Nous réaffirmons aujourd'hui les engagements pris en 1995. Nous ne pouvons pas imaginer une situation où les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays – France et Grande-Bretagne – soient menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre le soient aussi. Nos deux pays veulent adapter cet engagement au nouveau contexte stratégique.* » Déclaration commune de Tony Blair et de Jacques Chirac, Le Touquet, 3 février 2003.

15. Général d'armée Henri Bentégeat, « *Dissuasion* », *Défense nationale*, août-septembre 2004.



de ne pas compromettre la composante balistique, mise en œuvre à partir des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Dans le contexte d'un conflit régional, l'arme aérienne trouve toute sa valeur. Cette valeur est très bien exprimée par Bruno Tertrais, dans son article paru dans la revue *Défense* : « *La composante aérienne permet également de disposer d'une capacité de frappe adaptée visible, n'entamant pas notre potentiel de tir en second, et sans confusion possible avec une frappe massive. Une telle capacité serait précieuse face à une puissance régionale qui menacerait nos intérêts vitaux, ou pour l'exercice de l'ultime avertissement.* »

### Arme d'alliance

Armée et mise en œuvre à partir d'un territoire, l'arme aérienne nucléaire permet de marquer l'engagement de chaque État. En Europe, cette matérialisation est assurée pour les pays de l'Alliance par le dépôt sur leur sol d'armes nucléaires américaines au profit de l'OTAN<sup>(17)</sup>, preuve de l'importance des liens intra-européen et transatlantique<sup>(18)</sup>. Ainsi, sept pays s'entraînent à la mise en œuvre d'armes nucléaires américaines, dans le cadre d'exercices OTAN. Cet entraînement est une concrétisation des valeurs communes qui lient ces différentes nations. Les moyens de dissuasion français participent également au renforcement de ces liens puisque le Concept stratégique de l'Alliance de 1999 reconnaît le rôle joué par notre dissuasion dans la sécurité globale des Alliés<sup>(19)</sup>.

Cette idée d'arme au service d'une communauté d'États est clairement exprimée par le président de la République qui appelle de ses vœux, dans son discours prononcé à l'École militaire en juin 2001, que nos moyens nucléaires contribuent à la sécurité de l'Europe.

16. « *Weapon can penetrate heavily defended area without risk to crew. Weapon can be launched from international airspace.* », JP 3-12.1, 9 février 1996.

17. « *In one of his last acts as President, in November 2000, Bill Clinton signed Presidential Decision Directive/NSC-74, which authorized 480 nuclear bombs to remain deployed in Europe.* », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 2004, Robert S. Norris and Hans M. Kristensen.

### Arme polyvalente de souveraineté, d'action conventionnelle et de prévention

Les avions capables d'emporter les bombes nucléaires de l'OTAN ne sont pas strictement dédiés et sont appelés « avions à double capacité »<sup>(20)</sup>, preuve de la grande polyvalence de l'arme aérienne. En effet, si les avions des différents pays ne sont pas dédiés uniquement à l'emport des armes nucléaires de l'OTAN, cette vérité se confirme dès l'origine. En 1945, Omar Bradley, futur chef d'état-major des armées des États-Unis d'Amérique, reconnaît le rôle fondamental de la puissance aérienne. Selon lui, elle a la double qualité d'être à la fois une force dissuasive qui peut éviter la guerre et en même temps, dans le cas d'une guerre, être une force dévastatrice qui peut détruire le potentiel de l'ennemi et saper totalement sa volonté de faire la guerre<sup>(21)</sup>. Aux USA, les B-52, bombardiers stratégiques du SAC de la guerre froide furent engagés dans des missions conventionnelles, depuis la guerre du Vietnam jusqu'à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan. De même, l'engagement des bombardiers V dans la guerre des Malouines fut

18. « La présence des forces nucléaires des États-Unis basées en Europe et destinées à l'OTAN établit un lien politique et militaire essentiel entre les membres européens et nord-américains de l'Alliance. », *Les forces nucléaires de l'OTAN dans le nouvel environnement de sécurité*, 20 juillet 2005, (Source : site Internet de l'OTAN, <http://www.nato.int>).

19. « *Les forces nucléaires indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés.* » Extrait de l'article 62 du *Concept stratégique de l'Alliance*, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique nord tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999.

20. « *Au cours de la plus grande partie des années 1970 et 1980, l'OTAN a maintenu une large gamme de systèmes d'armes nucléaires, comprenant les mines terrestres nucléaires, l'artillerie nucléaire, les missiles air-surface (ASM), les bombes sous-marines, les missiles surface-air (SAM), les missiles surface-surface (SSM) à portée courte et intermédiaire, les missiles de croisière lanceurs terrestres (GLCM) et les bombes à gravité larguées par des avions à double capacité (DCA).* » (Source : <http://www.nato.int>). Toutefois, sur les onze systèmes en service du temps de la guerre froide, l'OTAN a décidé de ne conserver, du fait du nouveau contexte stratégique, qu'un seul et unique système nucléaire déployé dans les États de l'OTAN : les bombes à gravité larguées par des avions à double capacité (DCA).

## L'arme aérienne et le fait nucléaire

emblématique pour les Britanniques. Enfin, je soulignerai, pour la France, que les *Mirage 2000 N* de l'escadron de chasse 2/4 « La Fayette » furent projetés dans les Balkans dans les années quatre-vingt-dix et assurèrent la première mission de tir réel de l'OTAN en Croatie en 1994 en tirant des bombes d'usage général Mark 82. Aujourd'hui, encore, la participation du *2000 N* à de nombreux exercices nationaux mais aussi internationaux et interalliés prouve sa capacité à être engagé sur des théâtres conventionnels dans des missions conventionnelles.

Dernière preuve de cette polyvalence, les avions des escadrons des FAS, munis d'armes guidées laser, prennent l'alerte OTAN dans le cadre de la *NRF 5*<sup>(22)</sup>. Mais la polyvalence ne se limite pas à l'action offensive. En effet, dès les années soixante-dix, une nouvelle mission fut confiée au *Mirage IV* : la reconnaissance stratégique. C'est ainsi que les qualités développées pour la mission nucléaire (furtivité, rapidité, endurance...) furent utilisées pour des missions de reconnaissance. À l'emplacement même de la bombe était fixé un conteneur, le *CT 52*, qui permettait de prendre des photos haute résolution à basse et haute altitudes, de sorte qu'il fut utilisé par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo, qu'il fut mis au service des Nations unies dans le cadre des opérations *Tarpan* et *Aladin* et qu'il fut aussi engagé dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan.

### Arme au « coût modeste »

Cette polyvalence participe à amoindrir les coûts de cette composante, étant donné que les missions assurées ne sont pas exclusives à la dissuasion. De plus, les missions conventionnelles participent pleinement à la crédibilité de la dissuasion. En effet, lorsqu'un *Mirage 2000 N* tire une arme conventionnelle sur un théâtre extérieur, il montre sa compétence à la pénétration et

21. « *Air power has become predominant, both as a deterrent to war, and – in the eventuality of war – as the devastating force to destroy an enemy's potential and totally undermine his will to wage war.* » General Omar Bradley.

22. *NATO Response Force.*

à la survie sur théâtre hostile. De même, les ravitailleurs, quand ils projettent des forces conventionnelles au loin, montrent la dimension stratégique acquise par une nation. Cet avantage fut bien perçu par la commission de la Défense nationale et des Forces armées dans son avis sur le projet de loi de finances 2005<sup>(23)</sup>, qui précise par ailleurs que cette dualité de missions permet de réduire les coûts de la composante aéroportée de la dissuasion. Ce coût, Bruno Tertrais le qualifie par ailleurs de « *modeste* », car il se limite selon lui au développement et au maintien en condition du missile. Ainsi, se passer de cette composante serait une hérésie puisque ce serait se priver, pour un « *coût limité* », de la complémentarité qu'elle apporte, entre autres, dans les modes de pénétration<sup>(24)</sup>. Cet avis est aussi partagé par la commission de la Défense nationale de l'Assemblée nationale qui, dans son rapport 2004, insiste sur son apport fondamental à la crédibilité de la dissuasion. Les évolutions techniques renforcent les qualités intrinsèques de l'arme aérienne de sorte qu'elle est particulièrement « *intimidante* » dans l'exercice de la dissuasion<sup>(25)</sup>.

### Arme du présent et du futur

C'est ainsi que les évolutions en cours et le renouvellement de la composante aéroportée sont établies pour que, à terme, le modèle de trois escadrons *Rafale*/ASMPA soit opérationnel. La phase de transition commencera en 2008 avec la mise en service opérationnel de l'ASMPA qui se caractérisera par une portée et par une capacité de pénétration des défenses adverses

23. « *Il convient de noter que les FAS offrent un usage en quelque sorte dual. Actuellement, environ 15% des missions assurées par les Mirage 2000 N sont strictement d'ordre nucléaire (5% pour les ravitailleurs). Toutefois, la séparation entre nucléaire et conventionnel est parfois artificielle : une mission de projection lointaine conventionnelle lors d'un exercice participe également d'une certaine manière à la crédibilité de la dissuasion. [...] Le coût de la composante aérienne est donc relativement réduit.* »

24. « *La composante aérienne demeure tout autant indispensable. Pour un coût modeste – limité pour l'essentiel au développement et au maintien en condition du missile – elle nous permet de disposer d'une véritable complémentarité des modes de pénétration...* », Bruno Tertrais, revue *Défense*, mars-avril 2004.

*L'ASMPA (missile air-sol moyenne portée amélioré) reprend les grands principes d'architecture de son prédécesseur mais la conception de l'ensemble aérodynamique et propulsif est entièrement nouvelle.*



Illustration EADS

nettement supérieures à celles de l'ASMP. De même le *Rafale*, bénéficiant des dernières évolutions techniques, sera plus discret que le *Mirage 2000 N* et possédera pour garantir sa sécurité des systèmes d'autoprotection et d'autodéfense de dernière génération. En outre, l'amélioration très sensible des qualités de son système de navigation permettra de tirer avec une excellente précision le missile nucléaire. Pour l'allonge stratégique, l'armée de l'air réfléchit actuellement à un nouvel avion de ravitaillement en vol, fondamental dans la mission de dissuasion.

Le renouvellement du matériel de la composante aéroportée respecte la volonté du politique exprimée au travers de l'avis présenté par monsieur Xavier Pintat au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées sur le projet de loi de finances 2005, adopté par l'Assemblée nationale en séance du

25. « Le maintien de la composante aéroportée et l'amélioration de ses performances [...] participent largement à la crédibilité de la dissuasion, notamment par rapport à des puissances régionales. Sa capacité d'adaptation de la frappe à la menace, sa précision et la "visibilité" de son déploiement lui confèrent une souplesse d'utilisation particulièrement intimidante. »

25 novembre 2004. « Ainsi, nos forces nucléaires doivent être en mesure de menacer de manière crédible une plus large gamme d'objectifs, afin de garantir la dissuasion en toutes circonstances. La modulation de la puissance explosive des têtes nucléaires et le renforcement de leurs capacités de pénétration, la variété des types de vecteurs et l'amélioration de leur portée et de leur précision, la possibilité de définir les cibles les plus pertinentes compte tenu des circonstances, sont autant de paramètres qui sont d'ores et déjà pris en compte pour l'évolution de notre dissuasion, à travers les différents programmes en cours. Ces différents éléments sont au centre des enjeux de la modernisation de nos forces nucléaires au cours des quinze prochaines années. »

### Arme de choix dans le nouveau contexte stratégique (26)

Ainsi, au travers des différentes déclarations et des diverses réflexions émanant d'horizons distincts mais complémentaires, on s'aperçoit qu'un certain nombre de qualités sont attribuées à l'arme aérienne, qualités fort utiles à l'exercice de la dissuasion : précision, souplesse, réversibilité, flexibilité, démonstrativité, visibilité. Cette visibilité soutient, en adéquation totale, l'action du politique, elle permet de repousser au plus loin la ligne de rupture qui ferait passer de l'exercice de la dissuasion à l'apocalypse. La mission de dissuasion fut dès son origine l'« intimidation ». Pour intimider de façon crédible, il faut se montrer et être vu. C'est bien tout le sens que prend l'expression « exercer au quotidien la dissuasion », en respect complet de ce que préconisait le général de Gaulle, lors d'un entretien avec son gendre le général de Boissieu, sur les moyens nucléaires : « À quoi bon perfectionner l'apocalypse ? Il vaut mieux faire l'effort sur ce qui se passerait avant » (27). ●

26. « Nuclear capable aircraft offer a greater degree of flexibility in escalation control because they may be a highly visible sign of resolve and once ordered to conduct a nuclear strike are recallable if necessary. Aircraft delivered weapons also provide strike capability across the range of nuclear operations. » JP 3-12, final coordination, 15 mars 2005.

27. Alain de Boissieu, *Pour servir le Général*, Plon, 1982.